

Article original

Stratégies de mobilisation communautaire dans les comités de développement local : cas des terroirs du Mayo-Danay (extrême-nord Cameroun)

MBERE WANGBA¹*, FALNA TAUBIC²

Doctorant en sociologie Rurale, Université de Maroua, Département de Sociologie/Anthropologie, Maroua, Cameroun, wangbambere@gmail.com ; Tél (+237) 693429342

Université de Ngaoundéré, Département de Sociologie/Anthropologie, Deseft@yahoo.fr, Tél (+237) 694167368

***Auteur correspondant** : wangbambere@gmail.com,

Article soumis le 09/08/2021 et accepté 14/12/2021

Résumé : Depuis les années 1990, les terroirs du Mayo-Danay sont traversés par des dynamiques de développement impulsés par les comités de développement à la base. Ces structures communautaires ont eu un ancrage réel dans ces milieux et mobilisent un grand nombre de participants. Cette étude vise à révéler les stratégies de mobilisation communautaire mise sur pied par ces organisations locales. Au plan méthodologique, l'observation, la recherche documentaire, l'entretien et le questionnaire ont été les principaux outils de collecte des données. Adossé à l'analyse stratégique, nous sommes parvenus aux résultats selon lesquels, la quête de l'identité du terroir et la valorisation des statuts sociaux constituent des stratégies de mobilisation. Bien plus, l'usage des réseaux sociaux, la cooptation des membres et la récupération des comités de développement par l'élite locale constituent des stratégies de mobilisation communautaire mise sur pied dans les comités de développement.

Mots clés : Stratégies, mobilisation communautaire, comité de développement, terroir, Mayo-Danay.

Since 1990, Mayo-Danay areas have been facing the dynamics developments which are initiated by the committees of development. Those communities structures have been given a positive aspect in the areas and they have mobilised a good

number of participants. This study is put on by the local organization in order to give or to reveal strategies which will contribute to the mobilisation of the community. On the methodologic plan, we can say that the observation, the documentary research and interviews have been the principal informations which have been collected. Standing on the strategies analysis, we come up with the result like, the research of the area identity and the valorisation of social status also constitute on the strategies of mobilisation. In addition, the use of network, members' participations and the committees of development set up the strategies of mobilisation put on by the committees of development.

Keywords: *Strategies, community mobilisation, committee of development, area, Mayo-Danay.*

Introduction

Depuis deux décennies, les terroirs du Mayo-Danay sont traversés par des dynamiques de développement impulsés par les acteurs locaux à la base. Parmi ces acteurs, les comités de développement semblent être pour l'instant, les seules structures communautaires capables de mobiliser l'ensemble de la population autour d'une action locale (Kuété, 2001). La mobilisation communautaire dans ce contexte local serait la conséquence des dynamiques sociales ayant influencés l'Etat post-colonial et les communautés locales elles-mêmes. Du point de vue institutionnel, il s'agit de la fragilisation de l'Etat providence qui, à la suite de la crise économique des années 1980 s'est désengagé de sa fonction sociale (Abéga, 1999 ; Abé, 2006). Ces impératifs ont entraîné le retrait de l'Etat dans la gestion des activités de développement rendant pauvre et vulnérable les communautés locales. Cette situation de paupérisation est à la base de la mobilisation communautaire.

Par ailleurs, l'amorce du processus démocratique au Cameroun en 1990 va opiner la déconstruction de l'autoritarisme politique et une grande ouverture des lieux d'expression et d'actions collectives (Kolyang, 2010). Cette période marque également une césure de l'histoire politique camerounaise au plan politique et juridique. Au plan politique, il s'agit de la naissance d'une vie essentiellement plurielle avec l'émergence sans réserve du

mouvement sociale que ce soit dans le domaine politique que dans le domaine du développement (Gatzi, 2001 ; Zélao, 2012, Falna, 2017) et dont la conséquence est la mobilisation des populations à la gestion des affaires locales. La mobilisation trouve dont ses soubassements dans ces mouvements impulsés par la communauté à la base dont les références historiques au Cameroun sont les villes mortes en 1990, les émeutes de la faim en 2008 (Minfégue 2016).

Du point de vue juridique, la loi n° 90/05319 du 12 décembre 1990 portant sur la liberté associative a été un stimulant au développement de l'action collective au sein de l'Etat (Monga, 1994 ; Kenmogne, 2002). Cette loi a révélé les tendances mobilisatrices des citoyens actifs au sein des organisations et groupements locaux. Dans les terroirs du Mayo-Danay, on assiste à la reconstitution et au renforcement de la solidarité communautaire dont l'effet majeur est la prolifération des comités de développement amorçant la dynamique de développement local. Pour Motazé (1990 :54) ces nouvelles dynamiques de mobilisation communautaire témoignent de « *la sociabilité et de la socialité* »¹ des communautés à la base, de leur capacité à créer leur propre développement axé sur le « *social* » c'est-à-dire « *le vivre ensemble, l'être ensemble et la convivialité* ». Cependant, le présent article se propose, d'une manière sociologique, de révéler et d'analyser les différentes stratégies que les acteurs à la base mettent sur pied pour se mobiliser au sein des comités de développement local dans les terroirs du Mayo-Danay (Figure I).

¹ La sociabilité est la capacité des individus à nouer les relations sociales plus ou moins institutionnalisées et à échanger avec autrui ; la socialité est le fondement des interactions sociales. Alpe (2007, 269 ; 273)

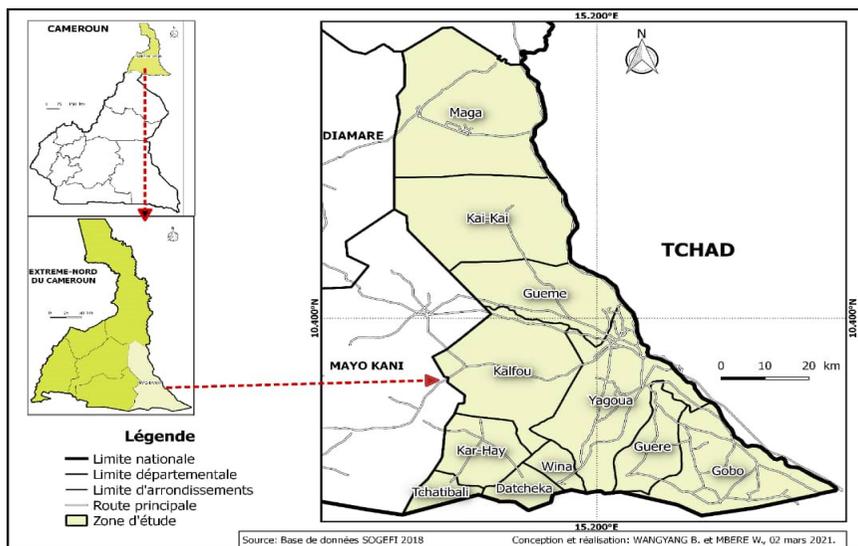


Figure 1 : Localisation du département du Mayo-Danay dans l'Extrême-Nord du Cameroun

I. Méthodes et Matériels

Pour parvenir aux résultats escomptés, et selon la méthodologie liée aux fondamentales, nous avons opté pour la triangulation méthodologique. De prime abord, nous nous sommes intéressés aux sources documentaires au rang desquels les ouvrages, les articles, les revues qui ont traité des origines des comités de développement local et de leur ancrage en milieu local respectivement au RADEL², au Centre de documentation de l'École Normale Supérieure de Maroua, à Ngaoundéré anthropos. Bien plus, l'observation nous a été d'un grand apport car, l'assistance aux assemblées générales des comités de développement local notamment A2D à Dadjamka le 15 mars 2019, d'ADAK le 22 mars 2019, a CODEK le 04 avril 2020 nous a permis de découvrir

² Réseau des associations de développement local

les stratégies de mobilisations, leur fait et geste sans toutefois négliger les rapports de force qui se dégagent des interactions dans ces instances locales.

Par ailleurs, le choix des comités s'est fait sur les caractéristiques telles que le type et la taille de l'organisation, son champ d'action, la composition sociologique du terroir. Au regard desdites caractéristiques, huit comités ont fait l'objet de l'étude. Ainsi, dans l'arrondissement de Kar-Hay, le choix est porté sur l'ADK³, A2D⁴ ; à Kalfou, le nous nous sommes attelés sur CODEK⁵ et CODEH⁶ ; à Kai-Kai nous avons CODEJAF⁷ et COMIDO⁸, et à Gobo nous avons choisi COSDEMO⁹ et CDDVD¹⁰

Pour ce qui est des enquêtés, le choix s'est focalisé sur le statut social des personnes au sein de la communauté, leur fonction au sein de l'organisation et le niveau économique. C'est ainsi que le questionnaire a été administré à 26 personnes ressources parmi lesquels 7 présidents des comités de développement, 5 secrétaires, 6 trésoriers, et 8 responsables locaux. Pour saisir de fond en comble le fait social, les entretiens directs ont été menés auprès des personnes ressources au sein de la population. Ces entretiens ont tenu compte des catégories sociales (Hommes, femmes, jeunes) qui vivent chaque année la réalité locale.

Ayant adopté la méthode mixte, l'analyse des données quantitatives a été faite à base du logiciel Microsoft Excel et la statistique descriptive pour la construction des variables et l'analyse des relations entre ces variables. En ce qui concerne les données qualitatives, nous avons procédé par l'analyse du contenu, ce qui nous a permis de ressortir la taille de discours, les

³ Association pour le développement de Kar-Hay

⁴ Association pour le développement de Dadjamka

⁵ Comité de développement de Kessouwo

⁶ Comité de développement de Hamdelao

⁷ Comité de développement de djafga

⁸ Comité de développement de Doreissou

⁹ Comité de développement du canton Moussey

¹⁰ Comité de développement du village Dompoya

dimensions subtiles ou sous-exploitées des opinions recueillies sur le terrain. La logique sociologique s'est appuyée sur l'analyse stratégique de Crozier et Friedberg (1997) qui postule les relations de pouvoir et les effets des stratégies des acteurs dans l'organisation. Dans cette perspective, l'analyse stratégique permet, d'une part, de mettre en exergue les rapports existants entre différents acteurs au sein des comités de développement local ; d'autre part, elle contribue à analyser les différentes stratégies utilisées par les acteurs individuels et collectifs.

Cependant, les résultats obtenus s'articulent autour de deux points essentiels. Le premier rend compte de la réinterprétation du social à la base de la mobilisation communautaire et le deuxième point rend compte des stratégies actancielles et politiciennes de mobilisation.

II. Résultats

1. La réinterprétation du « social » : base de la mobilisation communautaire

Dans la pratique des outsiders, la mobilisation communautaire est appréhendée dans une perspective d'assistance et de stimulation de la participation communautaire aux activités locales. Cette appréhension trouve son sens dans la définition de Nosworthy (2001, p.5) pour qui, la mobilisation communautaire « est un processus en vertu duquel des groupes locaux reçoivent de l'assistance afin de définir et exprimer leurs besoins et objectifs en prenant des mesures collectives visant à les satisfaire. » Or dans le cadre du présent travail, elle est comprise comme un processus par lequel les forces sociales et politiques peuvent être amenées à se rassembler pour défendre leurs intérêts.

1.1. Les enjeux de construction du terroir : porteur des stratégies de mobilisation

En contexte de développement local, le terroir se définit comme une construction d'acteurs stratégiques. Cette construction est le résultat de la culture communautaire, laquelle est au fondement de

la mobilisation des populations locales aux actions collectives. Ceci est rendu possible à travers les affinités, le degré de cohésion sociale, l'intégration des acteurs au sein du terroir et enfin la reconnaissance des situations de crise par l'ensemble de la communauté. Si les comités de développement sont les lieux de mobilisation de solidarité locale selon Sardan (1995), elles traduisent aussi bien, le degré d'engagement des acteurs locaux et la mobilisation sociale autour d'un projet collectif, susceptible de résoudre le problème collectif. C'est à travers les habitudes et les attitudes locales, qui se déchoient par le vivre ensemble, que les populations arrivent à mobiliser les différentes strates de la communauté au regard de multiples crises que connaît le terroir. Ainsi, les acteurs à la base font preuve de la solidarité mécanique (Durkheim, 1932) dont l'enjeu est de partager les peines et les situations de crise qui secouent la communauté. De ce fait, il va de soi que, l'action collective est une valeur qui structure leur quotidienneté comme le martèle cet enquêté :

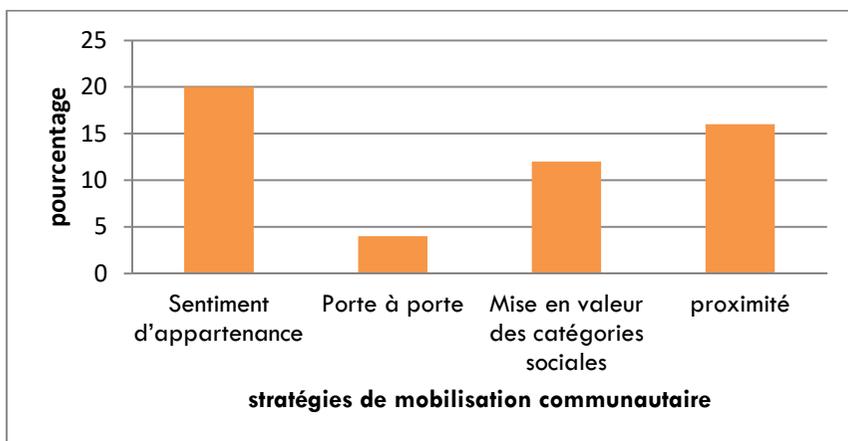
Dans nos terroirs aujourd'hui, les comités de développement ont cette facilité de mobiliser les ressources humaines dans le sens où les populations ont cette culture de faire ensemble. Se faire ensemble est pour autant dire, une valeur culturelle qui conditionne notre quotidienneté. Participer à un comité de développement de son village, c'est nourrir en effet cette valeur qui, ailleurs, est chose rare et même impossible. Lors de nos assemblées générales, nous nous sentons tous frère et sœurs, fils d'un même terroir, et tendons la main à l'un et à l'autre pour renforcer cette solidarité qui revitalise le développement à travers la participation à l'amélioration de notre propre condition d'existence. **Vice-président du CODEJAF, 68 ans, Village Djafga**

Par cet entretien, la mobilisation communautaire au sein des comités de développement local est donc une culture : une culture communautaire, une culture action, une culture de proximité. Par cette dynamique de mobilisation, les acteurs locaux prennent par volontairement ou involontairement à l'action collective qui oriente désormais leur vivre ensemble accès sur le développement.

Dans cette perspective, les membres de l'organisation procèdent par inventer des mots forts pour mobiliser la communauté. C'est le

cas à Doreissou où la population, pour se mobiliser a pu inventer un slogan lequel disait : « *Doreissou cesse de gémir car je suis là* ». Ce mot rend compte d'une stratégie latente qui fait du village, un objet de mémoire, une référence commune, l'espace d'intervention puisque, les acteurs locaux se le représentent et le font exister au regard des autres. En évoquant ce slogan, chaque villageois se sent concerné par la situation et prend conscience des difficultés que rencontre son cadre de vie. Le terroir au cœur de stratégie de mobilisation collective est donc la pierre angulaire du sentiment d'appartenance à un collectif. Selon les enquêtes, bon nombre d'acteurs ont exprimé leur attachement affectif au terroir à travers la participation au comité de développement s'il faut s'en tenir à la figure ci-dessous.

Figure 1 : Pourcentage des stratégies de mobilisation communautaire



Source : enquête de terrain

Au regard de la figure, il se dégage le constat selon lequel, les acteurs se mobilisent, pas par contrainte structurelle, mais plutôt par le sentiment d'appartenance et d'attachement à leur terroir d'une part et, ils maintiennent leur réseau de proximité que ce soit géographique ou relationnel afin d'amorcer l'action collective d'autre part.

1.2. Stratégie statutaire de mobilisation communautaire

Dans les comités de développement local, la mobilisation communautaire se fonde également sur la valorisation du statut¹¹. Le statut social permet à chaque membre de jouer un rôle en fonction de son appartenance ou mieux de sa position dans la hiérarchie sociale. Partant de cette posture, les comités de développement local adoptent cette stratégie pour mieux mobiliser les ressources humaines et économiques en définissant des quotas de participation financière selon les avoirs, le niveau intellectuel (Fongang, 2016). Cette stratégie communautaire permet de valoriser les potentialités humaines du milieu (Pecqueur et Gumuchiam, 2007) dans le sens où, en répartissant le coût de participation par membre, l'acteur communautaire se trouve contraint de réagir à la suite de ces exigences.

Cette stratégie est mise en œuvre dans les communautés qui disposent de forte capital social et surtout d'élites locale. Au plan sociologique, cette elle permet une stratification de la communauté autour de l'action. Sous un prisme anthropologique, elle permet d'accorder une plus grande valeur symbolique aux cadets sociaux. Cette pratique est observée à ADAK où la mobilisation financière est répartie selon le statut comme l'indique le tableau ci-dessous.

¹¹ Le statut social au sens sociologique est conféré par un attribut fondamental, lequel peut être acquis ou prescrit. Cet attribut fondamental est la condition nécessaire pour obtenir ce statut. Le statut social possède aussi des attributs importants : ce sont les droits et devoirs que confère le statut social (weber 1995).

Tableau 1 : Récapitulatif des contributions statutaires pour ADAK

N°	Grade/fonction	Montant exigés en Fcfa
01	Président du conseil économique et social	1.000.000
02	Membre du gouvernement Secrétaires généraux	750.000 et 500.000
03	Directeurs généraux et Directeurs des services centraux	650.000 et 300.000
04	Sous-Directeurs des services centraux	150.000
05	Chef de services	100.000
06	Fonctionnaire de la catégorie A	50.000
07	Chef de service d'arrondissement	25.000
08	Fonctionnaire de la catégorie B C	15.000 et 10.000
09	Gouverneur	650.000
10	Préfet	300.000
11	Sous-préfet	150.000
12	Procureur	150.000
13	Présidents des tribunaux	200.000
14	Présidents des cours	250.000
15	Médecin	100.000
16	Administrateurs de prison	100.000
17	Officiers supérieurs	250.000
18	Députés, sénateurs	500.000
19	Maire	50.000
20	Lamido	50.000
21	Population masculine	1000
22	Population féminine	500

Source : Statut de l'ADAK

Dans cette dynamique, les acteurs communautaires se trouvent impliqués dans l'activité à entreprendre car, cette répartition leur contraint à se manifester. Au regard du tableau, particulièrement à ADAK où, cette fiche de répartition est distribuée à chaque

membre, les statuts correspondants agissent en tenant compte de cette répartition. A la lecture du tableau, Le Lamido qui est par ailleurs Président du Conseil Economique et Social (PCES) a la plus grande participation économique avec 1.000.000 FCFA ce qui lui permet de garder son autorité et de valoriser son statut. Celui-ci est suivi par les membres du gouvernement qui contribuent à hauteur de 750000 FCFA. Or à la base, la répartition tient compte du statut inférieur de la femme avec une participation financière de 500 FCFA contrairement à la population masculine qui contribue à hauteur de 1000 FCFA. De manière claire, on peut dire que, la mobilisation particulièrement poussé de certains statuts au sein des comités de développement, s'inscrit, dans une large mesure, dans une logique d'amélioration de leur réputation et de leur statut au plan social. Les retombées que reçoivent ces généreux fils du terroir sont en général liées à ce type de récompenses sociales.

1.3. Mise en branle des contraintes collectives

La mobilisation communautaire dans les comités de développement local dispose d'un riche répertoire d'action et subséquemment, les stratégies contraignantes ne sont pas exclues. Bien qu'il soit dit dans les statuts que les membres adhèrent librement et volontairement, il n'en demeure pas moins vrai que, certaines organisations mettent sur pied des stratégies de mobilisations tout à fait contraignantes.

Une stratégie plus coercitive qui en réalité, s'impose à la conscience et suscite l'opprobre et le déshonneur est celle de la lecture en assemblée des membres de l'organisation qui n'ont pas assisté ni matériellement ni financièrement pour la réalisation du projet à l'ordre du jour. Cette stratégie est beaucoup plus appliquée dans les comités de développement des villages qui sont démographiquement faible. C'est le cas particulièrement à Dadjamka, Hamdélawo, Kessouwo, Djafga et Doressou où, ces réalités ont été révélées.

Dans leur pratique, lors des assemblées générales des comités de développement, les représentants des quartiers ou des antennes situées dans les autres contrées procèdent à l'appel de tous ceux qui ont contribué financièrement ou matériellement à la réalisation de l'action entreprise. Au cours de l'action, il crée une situation à laquelle, ceux qui n'ont pas participé soient dénoncés. Cette stratégie pour beaucoup, est une contrainte car, elle oblige les membres à participer. Un responsable nous relatait une scène qui s'est déroulé lors d'une assemblée générale dont lui-même a été victime :

Lors de la collecte des fonds en 2018, où je n'avais pas pris part avec mes enfants qui travaillent ailleurs, cela fut une honte pour toute la famille et même mon quartier. Lors des appels des différentes contributions, cela fut un scandale pour tout le village. La nouvelle s'est répandue d'où on nous appelait pour nous signifier que le forage que nous avons dans notre quartier est le fruit du comité. Comment vous et toute votre famille ne participez pas au comité au moment où tout le monde était présent. **Membre du CODEK, 43 ans, village Kessouwo.**

A l'analyse de ces propos, nous pouvons estimer que ces stratégies exposent les membres de l'organisation à la merci de l'assemblée et les contraignent à se manifester absolument pour éviter de telle situation répugnante. Sous d'autres cieux, les membres de l'organisation procèdent par arracher le bien des populations pour les mobiliser. Ce cas de figure s'est fait à Djafga où, les membres de l'organisation ont procédé par arracher les marmites des ménages qui n'ont pas participé au comité. Pour le vice-président du CODEJAF,

Le sous-développement est un mal qu'il faut absolument soigner par tous les moyens. Ce mal est semblable à la faim que ressent une personne. Si un de nos membres ne participe pas au comité, nous lui arrachons ses marmites pour qu'il ressente aussi la douleur que ressent le village à travers sa situation. Nous ne lui remettons pas son bien à moins qu'il ne verse le montant que l'organisation lui a attribué. Cette stratégie de mobilisation a donc permis à ce que personne dans le village ne se mette en marge des activités que nous organisons dans le but de développer notre milieu. **Membre du CODEJAF, 36 ans, village Djafga.**

A partir de cet entretien, il se dégage donc le constat selon lequel, la population a conscience de la situation de crise qui la secoue et que la participation de tous peut contribuer à remédier à ce mal. Cette métaphore de la marmite qui peut sembler, pour beaucoup, un fait banal est pourtant porteur de nombreux enjeux au plan local surtout pour la mobilisation communautaire.

2. De la stratégie de cooptation à l'influence des réseaux sociaux

Dans les terroirs du Mayo-Danay, bien que la cooptation du capital social soit un déterminant des stratégies de mobilisation communautaire, l'influence des réseaux n'est pas à négliger.

2.1. Stratégie de cooptation du capital social

Le capital social selon Bourdieu (1980) est défini comme « *l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance* ». Dans le vocabulaire des sociologues, le « capital social » désigne ce que l'on appelle couramment « les relations sociales » (Thiebault, 2003 :341-355). « Avoir des relations », c'est pouvoir mobiliser un réseau d'amis, de parents, de collègues ou de voisins, en cas de besoin. En milieu local la mobilisation communautaire relève aussi bien de l'influence ou du dynamisme d'une autorité ou d'un leader que peut disposer le comité.

Dans le cas précis de l'autorité, la mobilisation est rendu possible grâce à l'influence de l'élite politico-administrative qui use de son pouvoir afin de coopter le capital social du milieu. En effet par leur présence lors des assemblées générales, les forces vives du terroir se doivent l'obligation de participer. Dans le cas de l'élite administrative, par son pouvoir de récompense administrative à travers les nominations, elle peut user de cette posture pour rassembler autour d'elle la communauté. L'élite politique quant à elle dispose de la capacité à coopter les membres pour se rendre plus visible sur le champ politique par sa capacité à mobiliser les ressources du milieu. C'est alors dans cette logique que dans

certains comités, les leaders œuvrant pour la mobilisation ont été déterminés.

Tableau 2 : Leaders locaux dans les comités de développement local

N0	Comités	Leader
01	ADAK	Ayang Luc
02	A2D	Tabouli célestin
03	CODEJAF	Sira Léon
04	COMIDO	Mamigué Jean
05	COSDEMO	Taida jean
06	CODEJAF	Sira Leon

Enquête de terrain, 2021

Ce tableau présente les leaders locaux autours desquels se mobilisent les communautés. Ces leaders mettent à l'œuvre leur réseau de solidarité pour permettre à leurs collègues, leurs amis ou leur parent de prendre part activement au comité de développement. Dans ce tableau, on relève qu'il s'agit des personnalités de renom notamment Mr Ayang Luc à ADAK dont l'influence est remarquable. Les autres leaders sont, non seulement des cadres administratifs mais aussi des hommes politiques essentiellement.

2.2. Stratégie fondée sur l'appropriation des comités de développement par l'élite politique

Au Cameroun et particulièrement dans les terroirs du Mayo-Danay, les comités de développement sont mis sur pied par les élites locales (Quentin 2005). L'implication de cette catégorie d'acteurs porte en elle de nombreux enjeux politiques. En effet, dans leurs stratégies-jeux, il est question de capitaliser des ressources politiques à travers la forte implication dans la mobilisation communautaire (Mbere, 2017). De ce fait, quand l'assemblée générale arrive, toutes les élites se déplacent au village. Autour d'elles, se regroupent les villageois pour discuter des problèmes qui leur tiennent à cœur. De là, il s'agit pour l'élite ayant une ambition politique de se manifester dans l'arène locale,

soit en mobilisant les populations apprendre part au comité, soit en apportant une contribution financière considérable.

A cet effet, les élites locales considèrent les comités de développement comme des lieux appropriés pour l'éducation et la mobilisation politique. Dans certains villages les listes électorales de leur circonscription ont été érigées comme des listes des membres du comité de développement. L'exemple le plus patent nous vient de Dadjamka qui en cette année postélectorale où le député du Mayo-Danay Sud est un ressortissant de ce terroir, les acteurs communautaires ont, à cette occasion, érigé les listes électorales comme leur répertoire du village pour mobiliser les ressources humaines et économiques. D'ailleurs bon nombre d'élus locaux ont créé des comités de développement dans leur village comme l'indique le tableau ci-dessus.

Tableau 2 : Elite politique ayant créé un comité de développement

ADAK	Tabouli Célestin	Député
COMIDO	Mamigué Jean	Député
COSDEMO	Taida Jean	Député
CODEJAF	Sira Léon	Conseiller régional

Source : Enquête de terrain, 2020

Ce tableau nous éclaire plus sur la réalité locale. Par ces faits, l'analyse qui se dégage est que ces élites politiques locales se mobilisent dans les comités à des fins stratégiques. Bien qu'il soit interdit de parler de la politique dans ces structures, d'ores et déjà à travers leur création par l'élite ou même l'occupation du poste du président du comité par elle, on peut déduire qu'il en est d'un savant calcul politique. Ce fait social nous a été révélé par un enquêteur qui fut réclamé par l'ensemble des populations de son milieu de les représenter à l'assemblée nationale. Pour lui,

De mon retour de l'ouest du Cameroun où j'ai acquis assez d'expérience dans la vie associative, j'ai structuré les villages en comité de développement bien que mon travail à la SEMRY me permettait d'être sur le terrain. Par cette action qui m'a permis de mobiliser l'ensemble de la population paysanne, elle m'a demandé de la représenter au sein de la nation en réduit. J'ai

honoré à leur demande en vérité, ils m'ont élu. **Président d'honneur du COMIDO, 54 ans, Doreissou.**

Cet entretien nous situe, à bien des égards, sur l'implication de la politique dans la mobilisation communautaire. A travers leur implication dans les activités politiques, nous constatons avec pertinence que ces acteurs avertis de la scène politique transposent leurs ressources politiques capitalisées dans le champ de développement précisément dans les comités de développement. Il s'agit donc d'une imbrication des sphères sociales où, l'un n'est possible sans l'autre. Autrement dit, la mobilisation dans le champ politique détermine la mobilisation dans le champ de développement local.

2.3. La plus-value des réseaux sociaux dans les stratégies de mobilisation communautaire

A l'heure actuelle, nulle ne doute de l'impact des réseaux sur le mode de vie des populations. L'avènement des réseaux sociaux en milieu rural est un phénomène qui retient assez l'attention du chercheur dans la mesure où, avec la prolifération du téléphone portable, les populations ont accès à l'information individuellement d'une part, ils ont rendu plus facile l'interaction communicationnelle. Il a permis le maintien des relations et de cohésion sociale car ils ne font que renouer avec des pratiques communautaires que l'on croyait perdues.

Par ce phénomène incontestable, les communautés locales se sont arrimées à cette nouvelle donne en utilisant WhatsApp, Facebook pour communiquer sur les sujets qui concernent leur organisation. Cette dynamique est beaucoup plus portée par les jeunes qui par leur connaissance et leur maîtrise des réseaux sociaux, créent des groupes WhatsApp et auxquels ils joignent les membres de leur localité afin de discuter des problèmes les concernant dans tous les domaines. Ces groupes WhatsApp portent des noms qui suscitent enthousiasme, volonté, attachement et aussi du désir profond des populations locales de « vivre » et de « faire » ensemble.

Tableau 3 : Quelques nominations des groupes WhatsApp pour quelques terroirs

N°	Association	Nom du groupe WhatsApp
1	A2D	Dadjamka notre passion
2	ADEDAPTOU	ADEDAPTOU émergence
3	CODEDO	Doreissou cesse de gémir car je suis là
04	ASDESIR	Sirlawé debout « ASDESIR »
05	ADAK	Kar-Hay en action ; Grand Kar-Hay politique

Source : enquête de terrain, 2021

Ces noms donnés aux groupes WhatsApp sont porteurs d'enjeu de mobilisation autour des actions que les communautés mènent au quotidien. Le message que véhicule le mot « Dadjamka notre passion », « ADEDAPTOU émergence » « Doreissou cesse de gémir car je suis là » renferment une double signification : D'abord, il renforce l'esprit de solidarité entre les membres de la communauté et permet à chacun de faire une rupture avec ces intentions égoïstes pour se mouler dans la communauté entière ; en second lieu, il crée une représentation stéréotypée du terroir, incitant l'acteur social à s'ouvrir à sa communauté. Ainsi donc, la mobilisation communautaire se fait à travers les groupes WhatsApp, Facebook les appels téléphoniques pour s'informer afin de dynamiser la mobilisation communautaire. Dans ces groupes, les acteurs à la base engagent des discussions et débats sur l'ordre du jour, sur les projets à entreprendre, sur les manques et problèmes liés à leur structure communautaire.

III. Discussion des résultats

Au regard des observations de terrain et des résultats obtenus, nous sommes en droit d'affirmer enfin de compte que, la proposition préalablement évoquée selon laquelle, les comités de développement local disposent d'un répertoire diversifié de stratégies de mobilisation communautaire est vérifiée et validée. Ces résultats obtenus corroborent à bien des égards avec ceux de Minfégué, 2016 ; Abéga C. S. (1999) ; Fongang Fouepe G. et al.,

2016 ; MONGA C., 1994 qui ont de manière générale abordée la thématique dans la perspective de la crise socio institutionnelle qui a favorisé la mobilisation communautaire. C'est donc à raisons que, les acteurs locaux ont été motivés à réinterprétation le social, à renouer avec les logiques communautaires pour mobiliser les acteurs dans les instances collectives de développement. Cette logique stratégique constitue un principe normatif dans ces terroirs au regard de leur mode de vie qui débouche sur le communautarisme Quentin (2005). De ce fait, la dynamique collective de construction du terroir par la stimulation du sentiment d'appartenance à un terroir d'une part et la valorisation du statut social au sein de la communauté d'autre part, sont des déterminants pour enclencher l'action collective selon les auteurs Ndeye S., (2014) ; Pecqueur, B et Gumuchian, H. (2007). Par ailleurs, le déploiement de l'élite politique revêt des stratégies de mobilisation fondée sur la cooptation des membres et l'intensification des relations sociales. Ces résultats corroborent avec les travaux de Mbere (2020) qui a pu montrer que le déploiement de l'élite politique dans le terroir porte un enjeu majeur de mobilisation dans les instances communautaires. Cependant, bien que la mobilisation communautaire ait fait l'objet de plusieurs études, il en demeure que l'aspect des stratégies de mobilisation communautaire au sein des comités de développement n'a pas été suffisamment abordé. Le présent travail constitue une base de données importantes, capables d'aider les pratiquants de l'organisation communautaire à mieux connaître les acteurs et les stratégies de mobilisation mis en œuvre dans ce milieu communautaire.

Conclusion

En définitive, les comités de développement disposent des stratégies diversifiées et complexes pour mobiliser l'ensemble de la population sur les actions à entreprendre. Les enquêtes menées dans les huit comités de développement ont révélé que chaque structure communautaire définissait des stratégies de mobilisation en fonction des réalités propres au terroir d'une part et aussi en

fonction du capital social que dispose le milieu d'autre part. Par ailleurs, les élites locales sont des acteurs majeurs de mobilisation au regard de la récupération des comités et de la capacité de cooptation du capital social. A l'heure actuelle où les réseaux sociaux notamment Facebook et WhatsApp ont gagné le terrain dans la diffusion des informations de masse, ils se sont avérés importants dans la définition des stratégies de mobilisation communautaire.

Références bibliographiques

Abé C. (2006). « Les systèmes politiques traditionnels centralisés du monde rural face à la multiplication de l'offre partisane et à la mutation du personnel politique local au Cameroun : l'expérience du lamidat de Rey-Bouba », in *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, Dijon, du 17-19 mai 2006, pp. 207-222.

Abéga C. S. (1999). *Société civile et réduction de la pauvreté*, édition clé, Yaoundé.

Courade, G. (1994). *Le village camero unais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala.

Crozier M. et Friedberg E. (1977). *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Edition du Seuil.

Dortier dir, (2013). *Le Dictionnaire des sciences sociales*, édition, science humaines.

Durkheim E., (1932). *De la division du travail social*, Paris Librairie Félix Alcan 6^{ème} édition.

Falna T., (2017). « Les élections législatives et municipales du 30 septembre 2013 dans les circonscriptions électorales du Mayo-Danay Sud et du Mayo-Kani Sud » in, Hamadou Adama, *Nord Cameroun : ancrage et ouverture*, n°5 Revue scientifique de la faculté des Arts, Lettres et sciences Humaines de l'Université de Maroua p.197-283.

Fongang Fouepe G. et al., (2016). « L'émergence et rôles des comités de développement dans la région de l'ouest au Cameroun : le cas du département de la Menoua », *J. Rech. Sci. Univ. Lomé (Togo)*, Série B, 18(4) : 143-154 151.

Gatzi J., (2001). *La société civile au Cameroun*, Paris, Presse universitaire d'Afrique.

Kenmogne, B., (2002). « La politique camerounaise en matière des ONG ». in *Développement et Coopération*, n^o4, pp. 22-25.

Kolyang Dina Taiwé (2010). *Parlons Toupouri Tchad-Cameroun*, Paris, l'Harmattan.

Kuété, M., (2001). La ville paye sa dette envers la campagne des Hautes Terres de l'Ouest Cameroun. Transformations des paysages, In *Les montagnes tropicales : Identités, mutations, développement*.

Mbere W., (2020). Politique et enjeu du déploiement de l'élite politique dans le terroir : Cas du Mayo-Danay Sud. Mémoire de science politique, Université de Ngaoundéré (Cameroun).

Minfégué C, (2016). La participation citoyenne en contexte local au Cameroun. Entre demande de légitimité, efficacité versatile et tensions politiciennes, in *african sociological review*, vol 202, 61-88.

MONGA C., (1994). *Anthropologie de la colère. Société civile et démocratie en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

Motazé Akam, (1990). *Le défi paysan en Afrique. Le Lamido et le paysan dans le Nord du Cameroun*, Paris, l'Harmattan.

Ndeye S., (2014). *Gouvernance territoriale et participation citoyenne au Sénégal*, Thèse de doctorat en Géographie. Université Paul Valéry - Montpellier III.

Nosworthy D., (2001). Mobilisation communautaire, Action for the Rights of Children (ARC), www.savethechildren.net, site consulté le 31 août 2021.

Oliver De Sardan J.P., (1995). « Sociologie et Anthropologie de développement. Essai en socio-anthropologie du changement social », Vol 68, *journal of the international africa institute*.

Pecqueur, B et Gumuchian, H. (2007). *Les ressources territoriales*, Paris, Economica.

Quentin G., (2005). « Organisations communautaires de base et renforcement de la société civile en milieu rural », *Civilisations*, p.129-146.

Zélao, A. dir. (2012). « Passage à la démocratie, engagement militant et reconstruction de l'espace sociopolitique au Cameroun septentrional » in *Le Cameroun septentrional en transition. Perspective pluridisciplinaire*, Paris, l'Harmattan, p. 23-62.